

# International Affairs

N° 02 - FÉVRIER 2025

## AUDIT ET ASSURANCES

Publication du premier train de mesures proposé par la Commission européenne pour réduire les charges administratives ([communiqué de presse de la Commission](#)). Le premier train de mesures comprend :

- Une loi Omnibus qui concerne les directives CSRD (durabilité), CS3D (Devoir de vigilance), le règlement sur la taxonomie et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.
- Une seconde loi Omnibus qui affecte la façon dont la Commission européenne applique les différents programmes d'investissement.

Publication d'une consultation publique sur les propositions relatives aux actes délégués liés à la taxonomie.

### **Rapport de la Commission des affaires juridiques du Parlement européen sur la concurrence en 2024.**

Chaque année, le Parlement européen adopte un rapport à sa propre initiative (INI) sur [l'état de la politique de concurrence](#) au sein de l'UE. La proposition de rapport a été présentée par la députée Mme Lara Wolters en décembre et les [propositions d'amendements](#) qui comprennent des mesures spécifiques pour l'audit ont été reçues. Il convient de mentionner :

- Des amendements présentés par le groupe Renew de France exprimant leur préoccupation quant à la concentration sur le marché de l'audit d'EIP, ainsi qu'à la vérification de la durabilité et des services numériques.
- Des amendements présentés par le groupe socialiste, qui demandent la séparation des services et font état de leur préoccupation quant à la possibilité de conflits d'intérêts, y compris entre les compagnies et les administrations publiques.

Les amendements seront votés en commission, le 19 mars, et il est prévu que le rapport final soit présenté pendant la réunion plénière du 5 mai, en vue de son approbation.

## Sanctions

Nous vous rappelons que le site Web de la Commission européenne dispose d'une section consacrée aux sanctions imposées à certaines personnes et pays. Les sanctions qui affectent la prestation de services concernent l'Ukraine et la Russie. <https://www.sanctionsmap.eu>. Un [nouveau train de sanctions](#) a été adopté récemment.

## Directive sur la divulgation d'informations en matière de durabilité

L'Espagne est l'un des pays qui attend la transposition de la CSRD. L'Estonie l'a publiée en janvier, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024. L'Allemagne, l'Autriche, Chypre, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et le Portugal sont les pays qui doivent encore transposer la directive. La Commission a déjà envoyé des lettres de mise en demeure à ces pays en septembre dernier, mais selon le [registre des infractions de la CE](#), le processus n'a pas évolué, et compte un rapport motivé (demande formelle d'application) et l'ouverture d'une procédure d'infraction.

**Accountancy Europe** a publié le document [CSRD & CSDDD key provisions and concepts](#) contenant un tableau qui analyse les aspects clés des deux normes et aide les personnes intéressées à voir les relations entre elles. Cette publication vient s'ajouter à [FAQs: all you need to know about the Corporate Sustainability Reporting Directive](#) y [Corporate Sustainability Due Diligence Directive – what the accountancy profession should know](#) qu'Accountancy Europe a publié sur ce sujet.

## Obligations vertes

Expiration du délai pour envoyer les commentaires relatifs à la proposition [Green bonds and sustainability-linked bonds – templates for voluntary post-issuance disclosures](#):

- Règlement délégué sur le contenu, les méthodologies et la présentation de l'information volontaire présentée par les émetteurs d'obligations sur les modèles d'information périodique post-émission et annexes.
- Normes et procédures sur les sanctions et l'imposition de paiements périodiques d'ESMA aux contrôleurs externes.
- Sur les fees qu'ESMA doit imposer aux contrôleurs externes.

Cette consultation a reçu peu de réponses, qui peuvent être consultées à travers le lien précédent.

[Rapport final sur les normes techniques](#) applicables aux réviseurs. Ces RTS sont maintenant envoyées à la Commission en vue de leur adoption.

### **Simplification et réduction des charges administratives**

Il existe de nombreux documents et avis rendus publics, en attendant la publication de propositions législatives concrètes pour la réduction des charges administratives annoncées à la fin de l'année 2024.

Dans l'ordre chronologique, nous pouvons mentionner, entre autres :

- Publication de l'EU Compass ou boussole pour la compétitivité de l'UE. Publiée fin janvier, elle comprend deux politiques basiques servant à améliorer l'objectif de compétitivité : la simplification des réglementations en impliquant toutes les administrations, et avec une meilleure coordination des politiques de l'UE et nationales pour atteindre des objectifs communs.
- [Plan de travail 2025](#), accompagné d'un plan de simplification détaillé et qui comprend :
  - Nouvelle norme
    - La loi Omnibus centrée sur les informations en matière de durabilité Q1 2025.

- La seconde loi Omnibus de création des *small caps* et d'élimination des réquisits de présentation des informations au format papier. Q2 2025.
- La troisième loi Omnibus centrée sur la simplification de l'investissement. Q2 2025.
- Révision de la SFRD (Sustainable Finance Disclosure Regulation) Q3 2025.
- Révision de la loi de cybersécurité et simplification de la réglementation Q4 2025.
- European Business Wallet Q4 2025.
- Révision de REACH (secteur de la chimie) Q4 2025.
- Révision et simplification de la politique agricole commune Q2 2025.
- Révision de la norme existante et évaluation comprenant, entre autres :
  - Réglementation sur les marchés publics.
  - Anti Tax Avoidance.
  - Évaluation de plusieurs fonds d'aide.
- Pour finir, le retrait de certaines propositions qui n'aboutiront à aucun accord et la dérogation d'autres devenues obsolètes ont été consignés.
- Création d'un site Web sur la [simplification et la mise en œuvre](#) qui invite les colégislateurs à tenir compte des propositions de simplification sans toucher à d'autres parties de la législation et à apporter les moyens nécessaires pour évaluer un nombre important de propositions.

**Autres informations en matière de simplification, comprenant :**

- L'expiration du délai pour répondre à la demande de la CE de « [compilation de données](#) » sur la stratégie en matière de compétitivité de l'UE, qui comprend la réduction des obstacles administratifs de la part de la CE sur le portail des initiatives, dont le délai accordé aux commentaires a expiré le 31 janvier. Finalement, 650 réponses ont été envoyées. La plupart des commentaires proviennent d'associations d'entreprises mais il y a aussi de nombreuses réponses envoyées par des citoyens anonymes.
- **Directive déléguée 2023/2775** sur les critères de taille des entreprises : l'Espagne, le Portugal, Chypre, Malte et la République Tchèque doivent encore communiquer les mesures.

## Nouveautés dans d'autres pays

### - France

- **H2A** [Plan d'orientation 2024-2026](#) et programme de travail 2025 du comité de normalisation responsable de l'élaboration des projets de normes relatifs à l'éthique, le contrôle interne de la qualité et la réalisation, de la part des auditeurs, des tâches autres que celles de certification des informations en matière de durabilité et la prestation de services et de certificats.

### - Italie

- La **Ragioneria Generale dello Stato** adopte deux nouveaux principes pour la présentation de rapports ([lien](#)). Adoption des principes d'éthique et d'indépendance pour la vérification des rapports de durabilité et la norme de vérification.

### - Allemagne

- Résultat des examens d'accès ([lien](#)).

### - Pays-Bas

- Le président de la **NBA** souligne l'importance de la CSRD, mais se montre inquiet au sujet de son implantation rétroactive ([lien](#)).
- **NBA, VEVO et VNO-NCW** mettent en garde sur les problèmes dérivés de l'implantation tardive de la loi en matière de durabilité ([lien](#)).
- Introduction des nouvelles normes de gestion de la qualité ([lien](#)).
- Réponse de la **NBA** au rapport de l'**AFM** : « Les activités de contrôle des risques de fraudes sont inadéquates » ([lien](#)).
- Recalibrage du profil professionnel : en équilibre avec le futur ([lien](#)).

### - Royaume-Uni

- UK's **FRC** campagne pour améliorer l'accès des PME aux services d'audit ([lien](#)).
- **FRC** recommandations pour le marché de l'assurance des informations en matière de durabilité ([lien](#)).
- **FRC** lance une étude de marché sur les PME et l'accès aux services d'audit ([lien](#)).

### - USA

- **PCAOB** présente un nouveau recours pour les petites compagnies d'audit. Le recours comprend des liens vers des articles et des vidéos, ainsi que des enregistrements audio des présentations du dernier forum ([lien](#)).

- The **AICPA** Gets Around to Looking Into If This Whole Private Equity Thing Requires New Independence Rules ([lien](#)).
- Le **PCAOB** [retire deux propositions](#) de norme qui auraient exigé aux compagnies d'audit d'informer sur un nombre important de métriques.
- [Déclaration du président par intérim de la SEC](#) sur les normes d'information en matière de changement climatique.

### Autres documents utiles et nouveautés

- Document du **CEAOB** sur [l'impact de l'utilisation de la technologie](#).
- Communiqué d'**ESMA** sur la réduction des obstacles administratifs dans le secteur financier [Supporting the European Commission's objective to simplify and reduce the reporting burden in the financial sector](#).
- [Exemples de rapports de sécurité limitée](#) sur les informations en matière de durabilité publiée par ECG.
- **La Plateforme Européenne des Finances durables** publie un rapport exhaustif sur la simplification de la toxicomanie de l'UE ([lien](#)).
- [Consultation de l'IAASB](#) postérieure à l'émission de l'avant-projet soumis aux commentaires, en vue de la modification des NIA, NIGC et la NIER 2400 (révisées) comme résultat de la révision des définitions d'EIP et d'entités cotées dans le Code d'éthique.

## INFORMATION CORPORATIVE

### En matière de durabilité

Publication de nombreux règlements délégués liés aux informations et certification des informations relatives aux émissions, utilisation de combustibles et autres. Tous ceux publiés par DG ENVI peuvent être consultés sur le registre des [obligations d'information](#) de DG Environment ROD.

En termes de durabilité, il convient également de mentionner les publications suivantes :

- Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, du 19 décembre 2024, sur les emballages et les déchets d'emballages qui

modifient le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et dérogation de la Directive 94/62/CE (Texte pertinent aux effets de l'EEE) ([lien](#)).

- Plusieurs questions parlementaires ont été enregistrées, avec une demande de réponse écrite sur l'application de la CSRD ou la charge administrative de la taxonomie et des obligations d'informer sur la durabilité. Voir la liste des questions abordées sur : <https://www.europarl.europa.eu/plenary/en/parliamentary-questions.html>.
- **EFRAG** [demande des candidats](#) pour le TEG SR. Les candidatures doivent être présentées avant le 17 mars.

### Dans le domaine des informations financières

- Règlement délégué (UE) 2025/19 de la Commission du 26 septembre 2024, qui modifie les normes techniques de régulation établies dans le Règlement délégué (UE) 2019/815, relatif à la mise à jour de 2024 de la taxonomie pour le format électronique unique de présentation d'information ([lien](#)).
- Enquête d'EFRAG sur l'application de l'IFRS 19 ([lien](#)) la date limite pour envoyer les commentaires est fixée au 28 février.
- **ESMA** : nouvelles Q&A ([lien](#)).
- **EFRAG** [demande des commentaires](#) aux modifications proposées à la NIC 37.

### AUTRES NOUVEAUTÉS

- Correction des erreurs du Règlement (UE) 2024/1620 du Parlement européen et du Conseil, du 31 mai 2024, qui donne lieu à l'autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et à la modification des règlements (UE) N° 1093/2010, (UE) N° 1094/2010 et (UE) N° 1095/2010 (DO L, 2024/1620, 19.6.2024) ([lien](#)).
- Rapport sur l'application des politiques de marché unique et concurrence ([lien](#)).
- Règlements délégués et d'exécution liés aux [MICA](#) (Règlements délégués 292/2025 à 299) ou [DORA](#) (Règlements délégués 301 et 302/2025).
- [Consultation de la Commission](#) sur le budget de l'UE à long terme. La consultation se divise en plusieurs étapes, dont la compétitivité et le marché

unique et la coopération entre les autorités nationales. La consultation sera ouverte jusqu'au 6 mai.

- **Accountancy Europe** IESBA code revisions on tax planning – key changes for accountants ([lien](#)).
- **Accountancy Europe** The EU AI Act: a guide for SME accountants ([lien](#)).

## AUTRES SUJETS

### Présence internationale de l'ICJCE

Des réunions se sont déroulées à Madrid avec le PIOB pendant le mois de février ; avec Manuel Arias (Responsable d'IFAC pour l'Amérique Latine et l'Espagne) et avec le président du Consiglio Nazionale dei Dottori Commercialisti e degli Esperti Contabili ([lien](#)).

En outre, notre représentant au sein de la direction d'Accountancy Europe a assisté à la réunion du mois de janvier, pendant laquelle ont été débattus des aspects liés aux sujets inclus dans cette publication, la stratégie et une séance de bienvenue a également eu lieu avec les nouveaux membres.

**Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)**

**Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España**

[www.icjce.es](http://www.icjce.es)

ISBN : 978-84-17367-85-5

[Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.